



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article247>

Le déficit de production de Chinguitti à l'origine de 17 milliards de déficit budgétaire

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : mardi 5 juin 2007

Union des Forces de Progrès

Alors que tous ne jasant que du déficit budgétaire annoncé par le premier Ministre, Zein Ould Zeidane, devant l'Assemblée nationale, à l'occasion de sa déclaration de politique générale, le ministre des finances et de l'économie, apostrophé par nos collègues de la Radio. Abdrahmane Ould Hamma Vezzaz a ramené plus de la moitié du déficit budgétaire, soit un peu plus de 17 milliards, au déficit de prévision de production pétrolière du Champ Chinguitti.

Les propos du premier Ministre, Zein Ould Zeidane, au sujet d'un déficit de plus de 30 milliards d'ouguiyas, hérité de la période de transition, ont fait croire à une gestion peu orthodoxe des finances publiques pendant cette période. Même si pendant cette période, aussi, la gestion de certaines entreprises publiques ou semi-publiques n'a malheureusement pas dérogé de la mauvaise gérance, force cependant est de préciser que le déficit annoncé par le premier Ministre, n'a pas directement remis en cause la gestion des affaires publiques pendant l'ère des militaires. Le premier Ministre, qui voulait certainement donné aux députés une photographie de la situation budgétaire du pays -et ainsi éviter d'en porter la lourde responsabilité- a jeté ce pavé dans la mare. Des incompréhensions et des interprétations parfois abusives ont émaillé cette déclaration. Des députés, en contradiction avec les changements issus de la transition, ont cru y trouver matière à critiquer les anciennes autorités. Certains iront même jusqu'à proposer d'auditer la période de transition. Les mêmes sentiments d'inquiétude étaient aussi perceptibles chez les populations qu'on a entretenues de « caisses de l'Etat » vidées pour enfoncer encore plus le clou. On ne jasant depuis un bout que de l'absence de liquidité et de trésoreries. A suivre ces explications, on se croyait en plein dans la crise financière. La rumeur qui s'est propagée comme une traînée de poudre se faisait l'écho de l'impuissance de l'Etat à faire face à ses engagements. Ce qui n'était d'ailleurs pas totalement faux mais dont l'origine avait été, à dessein, maquillée pour en faire endosser la responsabilité directe au gouvernement de transition.

Le déficit budgétaire est bien là. Le nouveau gouvernement n'en est responsable. Pour autant ce n'est pas l'explication qui en a été donnée -distillée serait plus juste- par certains segments de la politique politicienne qui se révèle, a posteriori, la plus cartésienne. L'intervention du ministre des finances, qui s'exprimait dimanche, sur les ondes de Radio Mauritanie, a donné lieu à un prélude d'explication. Elle a tout au moins replacé dans son véritable cadre, la raison d'un tel déficit. Ainsi pour Abderrahmane Ould Hama Vezzaz, ministre des finances et de l'économie, au moins 17 milliards du déficit budgétaire sont inhérents au déficit de production pétrolière du champ de Chinguitti. Ce qui relève, une fois de plus, que les prévisions annoncés en février 2006 étaient tout simplement fantaisistes. Le DG de la SMH, qui tente aujourd'hui de s'en démarquer, attestait alors que « ces réserves représentent des centaines de millions de barils ». La baisse grave de la production annoncée à 75.000 barils/jours pour atteindre des limites en dessous de la barre de 20.000 Barils/jours ont déphasé les prévisions ; même si l'opérateur principal Woodside avait tablé sur 20 USD/baril son étude économique de commercialisation pétrolière. Le baril de pétrole est aujourd'hui à plus de 60 USD sur le marché international. Si notre pays a enregistré un déficit de 17 milliards aujourd'hui, sur les trente annoncés par le PM, c'est surtout en raison de projections de recettes sur la base d'évaluation erronée. Ces prévisions erronées, fixées à plus de 18 millions de barils en 2006-2007, ont créé une cacophonie pour les nouvelles autorités pour honorer les engagements budgétaires souscrits. Et donc comme le réitérait le PM cette nouvelle donne budgétaire ne peut être interprétée comme "une absence de liquidités financières » ou un nouvel « endettement » né de la période de transition. Une transition dont le PM a dit tout le bien qu'il pensait. Néanmoins, il faut admettre qu'une telle situation crée des déconvenues que les nouvelles autorités tenteront certainement de corriger en édictant une loi de finances rectificative pour prendre en compte cette nouvelle donne et ainsi en résorber les conséquences négatives.

JD